

Mais à quoi sert la Confédération européenne des syndicats ?

La Confédération européenne des syndicats tient son congrès à Paris cette semaine.

Alors que le paysage social européen est ravagé par la crise, le syndicalisme européen officiel peine à réagir et à défendre les droits sociaux des salarié-es, des retraité-es, des chômeur-euses ainsi que le droit de négocier ou le droit de grève. Dans une mesure différente l'ensemble du syndicalisme est touché.

Depuis 2008, avec la crise financière devenue crise européenne des dettes souveraines, le patronat et la finance soutenus par les institutions européennes et les gouvernements n'ont cessé de remettre en cause les droits, les salaires, les emplois. Il ne faut pas laisser passer une bonne crise pour réaliser des profits supplémentaires.

Les peuples grec, d'Espagne, portugais, irlandais en font gravement l'expérience, et pour les salarié-es de toute l'Europe c'est un recul fondamental au nom de la compétitivité.

Le syndicalisme européen aurait pu montrer son utilité dans un contexte où la confrontation est générale même si elle est différenciée selon les pays.

Hormis un soutien à la grève demandée par les syndicats en Espagne et au Portugal en novembre 2012, et une condamnation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe, rien n'est venu véritablement proposer des perspectives à ceux et celles qui veulent se battre en Europe. Rien face à la pression sur le peuple grec pour exiger l'application par le gouvernement d'un nouveau mémorandum dont l'objectif essentiel est la remise en cause des droits à la retraite, de nouvelles privatisations et le non rétablissement des conventions collectives. Entravée dans le jeu institutionnel au pire moment, pratiquant le lobbying face à des lobbys bien plus puissants, la CES est une confédération qui n'a construit ni pouvoir de négociation, ni rapport de forces.

L'Union syndicale Solidaires travaille dans le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, dans le Réseau syndical international de solidarité et de lutte, et avec de nombreux syndicats appartenant à la CES dans ce cadre et dans des mobilisations plus larges. Elle considère qu'un syndicalisme européen est toujours à construire, un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, en lien avec les mouvements sociaux. Un syndicalisme qui pour défendre les droits de tous et toutes en Europe exige une rupture de fond avec les orientations européennes.



inFORMER
LES SALARIÉ-ES



réAGIR
ENSEMBLE



réINVENTER
le syndicalisme

